

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal dossiers du 11.09

N° 34 du 07.07.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des dossiers du 11.09" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_dossiers1109.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Giulietto CHIESA : 11-Septembre, de nouveaux indices démentent la version officielle.

Lalo : La parenthèse enchantée (1/11) : Un certain 10 septembre 2001.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Du 11 septembre à Mohamed Merah, la propagande a fait son œuvre

1-2 John Pilger dénonce le terrorisme d'État et la "guerre contre la terreur". (VIDEO VOST)

1-3 Le documentaire « The Elephant in the Room » sur le « 9/11 Truth Movement » enfin disponible en version française.

2 Dossier & Point de vue

2-1 Philippe Val : Le Chantage du 11 Septembre, la gauche en ligne de mire (EXTRAIT)

2-2 [John Pilger](#) : [Il est temps que nous reconnaissons la criminalité du gouvernement de Blair.](#)

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

3-1 Lorraine Millot Polémiques autour du procès du 11 Septembre.

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

5-1 Le candidat Mélenchon remet en cause la version officielle sur le 11 Septembre !

Tiré à part

Giulietto CHIESA : 11-Septembre, de nouveaux indices démentent la version officielle.

GiuliettoChiesa est journaliste. Il fut correspondant de presse d'Il Manifesto et d'Avvenimenti, et collaborateur de nombreuses radios et télévisions en Italie, en Suisse, au Royaume-Uni, en Russie et au Vatican. Auteur du film "[Zéro – Enquête sur le 11-Septembre](#)" et de divers ouvrages, il a notamment écrit sur la dissolution de l'URSS et sur l'impérialisme états-unien. Ancien député au Parlement européen (Alliance des démocrates et libéraux, 2004-2008), il est membre du Bureau exécutif du World Political Forum

Le comité d'experts internationaux dont j'ai l'honneur de faire partie a publié hier ses dernières conclusions (chronologiquement parlant) sur la question cruciale des faux comptes-rendus des actions et des endroits où se trouvaient les plus hauts responsables politiques et militaires américains au cours de cette journée fatale.

Ces conclusions s'articulent en huit chapitres, dont les détails peuvent être consultés sur le site www.consensus911.org/fr [en français - NdT], et qui éclairent d'une lumière nouvelle et impressionnante ce sur quoi, à presque onze ans de distance, des millions de personnes dans le monde entier (disons l'immense majorité) ne savent absolument rien. À commencer par les mensonges officiels qui ont été diffusés pour empêcher que le public – et en premier lieu les Américains – sache où se trouvaient et ce que faisaient les quatre plus hauts responsables de l'époque : le président américain George W. Bush, le vice-président Dick Cheney, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, et le général en charge de tout l'État major, Richard Myers.

Ces huit nouveaux chapitres ont été élaborés par les vingt membres du 9/11 Consensus Panel, sur la base de documents obtenus grâce à la loi sur la liberté de l'information (FOIA), et par l'analyse de toutes les sources journalistiques disponibles. Et en prenant comme point de départ les propres affirmations de la Commission d'enquête officielle.

La documentation est effectivement impressionnante et les mensonges officiels y coulent à torrents. A commencer par le fait avéré et proprement stupéfiant du [nombre sans précédent d'exercices militaires](#) qui se déroulaient précisément le 11 septembre 2001. Il y en avait pas moins de sept. Mais la Commission d'enquête officielle ne fait mention que d'un seul, celui qui portait le nom de « Vigilant Guardian ». Cet exercice était habituellement organisé chaque année en octobre. Mais en 2001, il fut avancé à septembre. Il y eut au même moment l'exercice « Global Guardian », du NORAD (North American Aerospace Defense Command), qui lui aussi était normalement planifié au mois d'octobre. Et ainsi de suite : « AmalgamWarrior » (vaste exercice portant sur plusieurs régions du NORAD, conduit normalement aux mois d'avril et d'octobre). Cette année-là, l'exercice fut lui aussi déplacé en septembre.

Le 4e est intéressant, « Northern Vigilance », qui eut pour effet ce matin-là de déplacer pratiquement toute la flotte aérienne militaire américaine au Canada et en Alaska. Suivirent, ou plutôt furent organisés au même moment « Vigilant Warrior » (exercice d'entraînement en vol), et « Red Flight » (qui prévoyait le transfert d'avions de chasse de la base de Langley, Virginie, vers d'autres bases). Et enfin, n'oublions pas le National Reconnaissance Office (NRO) qui – quelle coïncidence extraordinaire – prévoyait justement ce matin-là, exactement à 9 h 10, l'impact d'un petit avion contre l'une des tours de l'Agence, dans les environs de Washington.

Il est impossible de résumer ici tous les points les plus criants qui émergent de ces huit chapitres. Une chose est sûre : la Commission officielle, présidée (illégalement) par Philip Zelikow, ami intime et collaborateur de CondoleezzaRice, oublia de mentionner les sept exercices militaires en cours ce jour-là, mais [sous-estima de manière incroyable la confusion](#) provoquée par tous ces entraînements et ces simulations alors que se produisaient les quatre détournements d'avion. En outre, il paraît irréfutable que ce matin-là, les écrans radars de la défense aérienne américaine furent criblés de faux échos par rapport à ce qui se passait en réalité dans le ciel de l'Amérique du Nord. Ces [faux échos radars](#) furent retirés des écrans seulement après les frappes contre la Tour Sud du World Trade Center.

Mais qui commandait pendant ces heures [cruciales] ? Les sources officielles répètent sans cesse que Bush, Cheney, Rumsfeld, Richard Myers (qui remplaçait le général Hugh Shelton), Montague Winfield, lui aussi général et à la tête de la « War room » étaient tous (de façon totalement inexplicable) loin de leurs postes de responsabilité. C'est-à-dire qu'ils n'étaient pas là où ils auraient dû être. Et qu'ils n'y retournèrent qu'après la frappe contre le Pentagone, à 9 h 37. Mais les documents démentent cette version des faits. Certains d'entre eux, non seulement se trouvaient à leur poste, mais ils étaient parfaitement informés sur ce qui se passait et ils discutèrent même de la nécessité ou pas d'abattre le 4e avion détourné, le Vol 93, dont les débris furent retrouvés non pas à Shanksville (comme le dit la version officielle) mais sur un périmètre de plusieurs kilomètres de diamètre. Encore un démenti de la version officielle.

Le [9/11 Consensus Panel](#) n'est pas un tribunal, mais il recueille les éléments qui pourront être utiles aux recherches ultérieures, peu importe qui les conduit, une institution publique, les médias, des sites académiques. Ceux qui veulent ouvrir les yeux peuvent aller s'en assurer sur le site. Le site du Consensus 9/11 est une contribution à l'enquête que Ferdinando Imposimato compte mener à bien pour exposer les chefs d'accusation [devant le Tribunal pénal international de La Haye](#), afin que celui-ci puisse examiner l'hypothèse d'incriminer d'importants membres de l'administration américaine de l'époque, sur l'accusation de « participation à un crime ».

8 juin 2012

Giulietto CHIESA : 11-Septembre, de nouveaux indices démentent la version officielle

[IlFattoQuotidiano.it](#), le 6 juin 2012

Traduction GV pour ReOpenNews <http://www.reopen911.info/News/2012/06/08/giulietto-chiesa-l...>

URL de cet article 16919

<http://www.legrandsoir.info/11-septembre-de-nouveaux-indices-dementent-la-version-officielle.html>

Lalo : La parenthèse enchantée (1/11) : Un certain 10 septembre 2001.

De la conquête de l'Ouest à l'invasion de l'Irak, en passant par [l'incident du Golfe du Tonkin](#), une bonne part des historiens et des journalistes des médias traditionnels est disposée à reconnaître et à explorer certaines déviances de l'appareil d'État américain AVANT le 11-Septembre et APRÈS le 11-Septembre.

Mais étrangement, cet événement spécifique survenu en 2001 semble pour eux s'inscrire dans une *parenthèse enchantée*. En effet, [selon le rapport officiel sur les attentats](#), il ne fait aucun doute que, ce jour-là, tous les responsables de l'administration américaine étaient par défaut vertueux, ou *a minima*, animés des meilleures intentions démocratiques et patriotiques. Et dans leur immense majorité, les médias occidentaux cautionnent sans réserve ce récit qui fut délivré à l'époque par le gouvernement Bush.

Pourtant nous constaterons, sur la base de documents de l'administration des États-Unis et de déclarations officielles d'élus américains, plusieurs anomalies spectaculaires au sein de l'appareil d'État de la première puissance mondiale, en lien étroit avec les crimes du 11-Septembre. Et nous observerons nombre d'indices ostensibles indiquant une implication dans les attentats de 2001 de membres haut placés de l'administration au pouvoir. Ces révélations permettront aussi de mieux comprendre pourquoi la commission d'enquête sur le 11-Septembre et les grands médias n'ont pas jugé utile de produire un travail élémentaire d'investigation sur ces déviances majeures, emprisonnant ainsi le peuple américain et le reste du monde dans l'illusion de cette *parenthèse enchantée*.

Un certain 10 septembre 2001

Chaque semaine cet été, du mardi 3 juillet au mardi 11 septembre 2012, *ReOpen911* publie un extrait du livre de Lalo Vespera, *La parenthèse enchantée* (à paraître en septembre 2012).

« Durant les années 1990, l'industrie pétrolière états-unienne et le Pentagone ont contribué à répandre l'idée selon laquelle les États-Unis auraient besoin d'une domination totale afin de garantir leur accès au pétrole ainsi qu'aux autres ressources dans le reste du monde. Ce programme aurait dû engendrer d'énormes dépenses, potentiellement des milliers de milliards de dollars, une somme que le Congrès ne

pourrait accorder – sauf dans le cadre d’une réponse à une attaque aussi vaste et effrayante que celle de Pearl Harbor. Cela nous incite à rappeler que les entrées en guerre des États-Unis ont fréquemment été déclenchées par des attaques douteuses à l’image des incidents du Golfe du Tonkin au Vietnam. Au regard des événements du 11-Septembre, il est clair que le but que s’était fixé l’administration Bush-Cheney – envahir l’Irak – nécessitait qu’une telle attaque se produise. Ce dont nous avons été témoins, pour reprendre les termes d’Ola Tunander, un chercheur basé à Oslo, est “l’utilisation du terrorisme dans la construction de l’ordre mondial”. »

Peter Dale Scott, "La route vers le nouveau désordre mondial", éditions *Demi Lune* [1]

Régime d’exception

Le 7 juillet 2011, la Chambre des représentants des États-Unis approuvait un amendement, proposé par un membre démocrate du Congrès, Peter DeFazio, exigeant que le Pentagone soit en mesure de produire des états financiers vérifiables. En effet, bien qu’il soit entièrement financé par le contribuable américain, le Département de la Défense (DoD) n’a pas été sérieusement contrôlé sur ses dépenses depuis plus de vingt ans, et [cette exonération s’est transmutée en usage convenu et permanent](#) [2]. Dans sa présentation de l’amendement, Peter DeFazio est revenu en particulier sur les 2300 milliards de dollars dont le Pentagone a "perdu la trace" dix ans plus tôt, ainsi que le déclarait en public le secrétaire d’État à la Défense Donald Rumsfeld, un certain 10 septembre 2001.

Le lendemain même, les attentats spectaculaires détruisant le World Trade Center et une partie du Pentagone, permettaient aux États-Unis d’**envahir avec une impunité déconcertante l’Afghanistan et l’Irak, pour le plus grand bénéfice d’une industrie de guerre très influente au sein du pouvoir américain.**

En juillet 2007, Peter DeFazio avait déjà fait valoir son indépendance d’esprit sur la scène politique américaine en sollicitant à deux reprises un accès à la version classée secrète du plan de l’administration Bush sur la Continuité de Gouvernement (COG) [1b]. Ce plan avait été imposé par le "[Homeland Security](#)" – le Département de la Sécurité Intérieure des États-Unis créé à l’initiative du Président Bush en réponse aux attaques du 11-Septembre – afin de garantir la continuité du pouvoir en cas de crise majeure, et ce malgré un risque de dérapage hors du cadre démocratique prescrit par la constitution des États-Unis [3]. Or, en tant que membre du Comité spécial du Congrès sur le "Homeland Security", DeFazio était supposé avoir accès aux informations gouvernementales confidentielles, mais [George Bush avait finalement refusé de lui accorder le droit d’examiner ces informations qui restent encore à ce jour inaccessibles aux représentants du peuple américain](#) [4].

Au cours de l’été 2011, la crise de la dette est revenue en force au cœur de l’actualité économique des États-Unis. S’imposant dans les médias, cette crise a fait bouger les lignes. Ainsi l’opinion publique américaine s’est trouvée davantage consciente des incohérences budgétaires et de [la dette colossale qui pèse sur les États-Unis](#) [5]. De plus, en contrepoint des dépenses militaires sans cesse croissantes depuis dix ans, le congrès s’est agité sur les réductions substantielles prévues dans les programmes d’aides aux familles de classe moyenne. C’est dans ce contexte qu’en juillet 2011, en prenant la parole devant la chambre des représentants pour soutenir l’amendement qu’il déposait, Peter DeFazio est revenu sur le budget astronomique qui s’est égaré une décennie plus tôt dans le labyrinthe des jeux comptables du Pentagone.

Dans son discours, le représentant démocrate confirmait de façon claire et catégorique : « *Nous ne savons pas où sont passés ces 2300 milliards de dollars.* » [6]

Lalo

03 juillet, 2012

POUR LIRE LA SUITE DE L'ARTICLE CLIQUER SUR CE LIEN

http://www.reopen911.info/News/2012/07/03/la-parenthese-enchantee-111-un-certain-10-septembre-2001/?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+Reopen911-News+%28ReOpen911+-+News%29

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Du 11 septembre à Mohamed Merah, la propagande a fait son œuvre

L'autre jour, monsieur Sarkozy a rapproché ce qu'on appelle désormais « l'affaire Merah » des événements du 11 septembre 2001. Certains se sont bien sûr insurgés contre cet amalgame récupérateur, mais c'est négliger la finesse de celui qui le prononce : car si les deux événements n'ont en apparence aucun lien direct, leur [utilisation électorale](#) et leurs conséquences ne sont pas si éloignées.

En effet, c'est depuis le 11 septembre qu'a été révélée au monde la nouvelle croisade des occidentaux qui, comme il y a plusieurs centaines d'années déjà, a permis d'exploiter les ressources et les hommes pour entretenir la « croissance » des monarchies d'alors, ou pour « lutter contre la crise » de l'époque. Car le 11 septembre est arrivé à un moment « propice » de l'Histoire, c'est-à-dire au moment même où la puissance des pays occidentaux était remise en cause par l'émergence de ceux qu'on appelait encore « pays en voie de développement ». Ce [retournement du capitalisme](#), conséquence logique d'une course à la rentabilité à travers une mondialisation incontrôlable, a atteint les limites de l'idéologie de ce système et a contraint les dirigeants occidentaux à rechercher d'autres justifications de leur domination : les différences de valeur des « civilisations ». Et le 11 septembre est le point d'appui qui a servi au basculement de l'idéologie capitaliste à celle du « post-capitalisme », c'est-à-dire [le retour à l'obscurantisme](#).

Puisque les règles du capitalisme ne suffisaient plus à asseoir l'hégémonie occidentale ni à justifier les injustices propre à ce système, il leur fallait trouver un autre moyen que celui économique pour continuer à dominer le monde. Et face à une contestation populaire qui s'exprime désormais internationalement pour lutter contre des injustices devenues flagrantes, les dirigeants lui opposent une vision autoritaire qui ne peut être acceptable que si un « ennemi » assez fort et assez diffus lui permet de le justifier. [Cet ennemi, c'est la religion, l'Islam](#). Devenu par amalgames successifs islamisme puis terrorisme, cette religion est le truchement qui permet de rassembler dans un même terme tous les contestataires que l'on désire y mettre. Il permet d'introduire la civilisation dans les causes de l'état de délabrement du monde actuel, de diviser et d'opposer les peuples, de stigmatiser des boucs-émissaires, de faire accepter des mesures liberticides, d'installer la peur et la haine entre les hommes. En distinguant l'Islam des autres religions, les gouvernants occidentaux sont parvenus ainsi à établir les bases d'un nouveau régime sécuritaire fondé sur le repli sur soi, la fermeture des frontières, la peur de l'étranger, la suspicion et la haine.

La propagande qui s'est installée depuis le 11 septembre avec la prétendue volonté des musulmans (à travers ces amalgames) de détruire la « civilisation occidentale » a réussi à scinder le monde en deux entités ennemies, le « bien » contre le « mal », en confondant tour à tour la civilisation et la race, la culture et l'origine ethnique ou géographique, la religion et la politique. Elle a établi que même athée en France nous provenions tout de même d'une civilisation « judéo-chrétienne » (bien que nos ancêtres aient été pour la plupart païens), et qu'il fallait lutter contre celles des musulmans qui y serait opposée ([ce qui est historiquement faux](#)). Et elle a surtout permis le PatriotAct, Guantanamo, les invasions afghane et irakienne, prépare celles de l'Iran et la Syrie. Et ce que le 11 septembre a autorisé aux Etats-Unis, on veut nous le faire subir en France à l'occasion de drames comme celui de Toulouse. Car au-delà des élections présidentielles il y a le [choc des civilisations](#). Pour quoi ?

Pour terroriser non pas les terroristes mais les peuples, pour bloquer et empêcher toute révolte, tout changement de système qui proviendrait de ceux qui commencent à comprendre qu'ils ont été bernés depuis trop longtemps, que le système est truqué et que le capitalisme ne favorise pas les meilleurs mais les plus forts... Cette terreur qui se propage provient en réalité des dirigeants occidentaux, qui ont profité des terroristes pour créer une tension, des conflits, de la peur et de la haine entre les peuples. Elle crée les conditions favorables à la mise en place effective d'une structure internationale et organisée du terrorisme, seul ennemi capable de justifier des attaques « préventives » et les sacrifices exigés en retour de ces mêmes peuples à qui on a fait peur, tout en leur permettant de créer une sorte de « nouvelle définition » du terrorisme susceptible d'englober n'importe quel opposant au système qui se met en place, qu'il soit musulman ou pas.

Caleb Irri

Posté par [calebirri](#) le 2 avril 2012

<http://calebirri.unblog.fr/2012/04/02/du-11-septembre-a-mohamed-merah-la-propagande-a-fait-son-oeuvre/>

<http://calebirri.unblog.fr>

1-2 John Pilger dénonce le terrorisme d'État et la "guerre contre la terreur". (VIDEO VOST)

John Pilger, célèbre journaliste anglo-saxon, dénonce le terrorisme d'État et la propagande faite autour de la guerre à la terreur en expliquant que ce sont les musulmans qui sont les principales victimes du terrorisme dans le monde, et que la soi-disant "guerre à la terreur" lancée au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 est le fait d'une "clique" à l'intérieur même de l'appareil d'État américain.

Vidéo : <http://www.legrandsoir.info/+john-pilger-denonce-le-terrorisme-d-etat-et-la-guerre-contre-la-terreur-video-vost+.html>

1-3 Le documentaire « The Elephant in the Room » sur le « 9/11 Truth Movement » enfin disponible en version française.

Nous vous annonçons en avril 2011 la sortie prochaine de la version sous-titrée en français du film "[The Elephant in the Room](#)" (2008) réalisé par [Dean Puckett](#). Nous sommes heureux d'être enfin en mesure

de la mettre aujourd'hui à disposition ! Pour l'occasion, nous republions la recension élogieuse parue sur 911Blogger suite au prix que ce film a reçu en 2008 pour meilleur film documentaire anglais au [Festival du film indépendant de Londres](#).

Ce festival du cinéma se tient chaque année dans le très select *British Film Institute*. Dean Puckett avait reçu la même année la récompense de meilleur réalisateur pour ce film au [Festival du film de Portobello](#).

Nous aurons également très bientôt des nouvelles du prochain documentaire de Dean Puckett "[The Crisis of Civilization](#)", basé sur [le livre](#) de [NafeezMosaddeq Ahmed](#), qui est aussi l'auteur du livre "[La Guerre contre la vérité : 11 Septembre, désinformation et anatomie du terrorisme](#)" traduit en français aux Editions Demi-Lune.

En effet, l'association ReOpen911 s'est chargée de traduire et de sous-titrer bénévolement ce film en français pour sa future sortie qui devrait avoir lieu dans le courant du mois de mars 2012.

Film documentaire de 2008 réalisé par Dean Puckett (92min)

Le film "The Elephant in the Room"

*** Présentation ***

Elu meilleur film-documentaire au Festival du Film indépendant de Londres en 2008, "*The Elephant in the Room*" nous propose de suivre le réalisateur Dean Puckett dans son voyage au sein du Mouvement pour la Vérité sur le 11-Septembre.

De William Rodriguez, survivant et héros du 11/9 qui fut témoin de nombreuses explosions dans la Tour Nord, à l'ex-députée verte Cynthia McKinney qui conteste le récit gouvernemental des événements, en passant par un activiste qui s'empare des micros de supermarchés pour diffuser son message militant, "The Elephant in the Room" nous montre le Mouvement dans toute sa diversité et sans concession. La narration objective et distanciée permet à chacun de se faire une opinion libre sur ce Mouvement.

1

La dernière partie du film s'intéresse au sort épouvantable et particulièrement émouvant des secouristes du 11/9. Au lendemain des attentats, la Maison Blanche avait demandé à l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA) de falsifier leurs rapports sur la qualité de l'air afin de rouvrir la Bourse au plus vite, quitte à sacrifier la santé et la vie des secouristes, pompiers, et ouvriers du bâtiment qui, mal équipés et manquant de masques, ont œuvré dans les poussières toxiques. Résultat : les pompiers et secouristes du 11/9 sont aujourd'hui massivement atteints de cancers. Ils seraient déjà plus de 1000 à être morts des suites de leurs cancers et autres maladies développés à cause des poussières du WTC qu'ils ont inhalées. A ce jour, le gouvernement refuse toujours de prendre en charge le traitement des cancers en éludant sa responsabilité.

1 1

La phrase "the elephant in the room" (l'éléphant dans la pièce) est une locution anglaise désignant une vérité évidente qui est ignorée ou négligée (notamment par les médias). Ce qui est sans aucun doute le cas du Mouvement pour la Vérité. Or, le 11/9 et la Guerre au Terrorisme ne peuvent être traités comme un "elephant in the room" que nous pouvons ignorer dans l'espoir qu'il s'en ira.

*** Visionnez le film gratuitement ici ***

http://www.reopen911.info/News/2012/03/02/le-documentaire-the-elephant-in-the-room-sur-le-911-truth-movement-enfin-disponible-en-version-francaise/?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+Reopen911-News+%28ReOpen911+-+News%29

Compte-rendu : Festival du Film Indépendant – Présentation au *British Film Institute* de Londres

Soumis par [andyb](#) sur [911blogger](#) le mercredi 16 avril 2008 – 9h28

Compte-rendu sur ‘*The Elephant in the Room*’, documentaire de Dean Puckett sur le Mouvement pour la Vérité et les Secouristes du 11 Septembre, projeté au [Festival du Film Indépendant – BFI Londres](#) le 14 avril [2008].

D’une certaine manière, parmi les sujets importants comme la bataille de Britney Spears pour la garde [de son enfant] et la vie sociale d’Amy Winehouse, les médias dominants sont passés à côté du plus important phénomène culturel du 21^{ème} siècle – le « Mouvement pour la Vérité sur le 11/9 ». Depuis le premier jour, quand l’animateur-radio Alex Jones hurlait dans son micro qu’il avait prédit les attaques depuis des mois (et que c’était le gouvernement américain qui était responsable), puis au cours des années suivantes, quand des universitaires, des scientifiques et des ingénieurs ont commencé à rejoindre le mouvement, et jusqu’à aujourd’hui – un mouvement d’individus de tous âges et de toutes obédiences politiques se chiffrant maintenant en centaines de milliers si ce n’est en millions d’individus, tous croient que la version officielle du 11/9 est un mensonge. *The Elephant in the Room* est un film qui raconte leur histoire.

Ce n’est pas un film qui présente des théories du complot ; ce n’est même pas un film consacré uniquement aux théoriciens du complot. *The Elephant in the Room* propose une vision large de l’impact du 11/9 sur la société, à commencer par le « Mouvement pour la Vérité sur le 11/9 » et les opinions de jeunes Musulmans britanniques, diabolisés dans leur identité même suite aux événements, avant de nous plonger dans l’émouvante histoire des secouristes. *The Elephant in the Room* agit comme un miroir brandi face aux orientations du monde post-11/9 que les médias ignorent et que ceux au pouvoir préfèrent prétendre qu’elles n’existent pas, et le reflet est à la fois beau et déformé.

Le film commence par des séquences incertaines du jeune Puckett (qui se trouvait par hasard à New York juste après le 11/9), puis fait un bond jusqu’à nos jours – la variation dans le temps étant marquée par l’évolution de Puckett en tant que réalisateur. Dès l’instant que le film nous rejoint dans le présent, il est esthétiquement irréprochable – chaque plan est parfaitement mis en scène, la réalisation et le montage sont agréables et le film est tourné en Haute Définition – à des années-lumière des films granuleux que l’on trouve sur Internet au sujet du 11/9 – ce film est un film authentique réalisé par un véritable cinéaste au talent non négligeable

Nous entamons alors une traversée bien rythmée dans le monde des théoriciens du complot. Le calibre et l'éventail de personnalités que Puckett a réussi à approcher sont impressionnants et donnent au spectateur une bonne idée de la diversité et de l'étendue du mouvement. De William Rodriguez (un héros du 11 Septembre devenu un célèbre '9/11 Truther' pour avoir affirmé qu'il avait fait l'expérience et avait été le témoin de multiples explosions dans les tours), à Cynthia McKinney (l'ex-membre du Congrès qui a contesté le récit du gouvernement sur le 11 Septembre et a perdu son poste au Congrès), et soutenue par une formidable distribution agrémentée d'activistes hauts en couleurs, cette partie du film est par moments intense, parfois très drôle et constamment divertissante. Puckett nous balade des villes pittoresques anglaises, et des singeries désopilantes d'un *truther* qui détourne le système d'annonce publique d'un supermarché pour dire aux malheureux clients que le '11/9 était un coup monté', jusque dans une manifestation explosive à New York lors de la commémoration du 11/9 où Puckett lui-même et son équipe sont arrêtés en direct sur Fox TV. Restant résolument objectif dans son récit, il accepte l'avis d'autrui sans jamais imposer le sien.

Le dernier tiers du film adopte un ton très différent et aborde un sujet très délicat à développer – le traitement effroyable réservé aux secouristes du 11/9. Au lendemain du 11/9, la Maison Blanche a fait pression sur l'EPA, Agence de Protection de l'Environnement, pour supprimer les alertes dans leur rapport concernant la qualité de l'air ; les niveaux de concentration de poudre de béton, d'amiante et d'autres toxines étaient potentiellement mortels. Le but était de rouvrir et faire tourner Wall Street, les conséquences étant que ceux qui ont tout risqué pour aider au cours du nettoyage après le 11/9 ont maintenant tout perdu. Certains sont décédés ; des milliers sont atteints de maladie dont bon nombre en phase terminale. Leurs allocations ont été coupées, ils reçoivent peu de soutien et leur histoire est censurée par les médias dominants. Le soin avec lequel Puckett traite ses personnages et la tragédie humaine que tisse leur histoire collective, laisse en larme une partie du public alors que le film se termine par un dernier retour poignant du couteau dans la plaie. Pas de '*happy end*' dans ce film, juste des questions essentielles.

Alors que ce dernier tiers du film véhicule le plus fort impact émotionnel, il est plutôt déstructuré comparé au rythme serré des deux premiers tiers, sorte de collage des expériences et de la souffrance de ces hommes. Le film glisse d'une section à l'autre sans que le récit ne donne de séparation précise entre les deux, aidant peut-être à amplifier le changement soudain de rythme. Puckett ne semblait pas vouloir se placer devant ses personnages délivrant leur message et bien qu'on prenne conscience que le temps passe de par sa juxtaposition avec les deux premiers tiers du film, il n'y a pas de partie qui ne mérite pas d'être entendue, bien au contraire. En fin de compte, Puckett a substitué l'éthique à l'esthétique; le public, le monde entier en fait, a besoin d'entendre l'histoire de ces hommes, et après avoir capté votre attention, il ne vous lâchera plus. Dans l'ensemble je lui en suis reconnaissant.

The Elephant in the Room est un film que tout le monde devrait voir. Il invite le spectateur à se poser des questions essentielles sans jamais prendre position par rapport aux réponses apportées. Ces questions sont celles qui ne peuvent plus être ignorées dans ce contexte de 'Guerre au terrorisme' qui bat son plein. Le monde s'est transformé, nous rappelle Puckett, et l'attitude à adopter face à ce changement nous appartient, mais il est grand temps d'arrêter de traiter le 11/9 et la Guerre au terrorisme comme un éléphant dans une pièce qu'on ignore dans l'espoir qu'il disparaisse.

2 Dossier & Point de vue

2-1 Philippe Val : Le Chantage du 11 Septembre, la gauche en ligne de mire (EXTRAIT)

« Chaque pays, dans chaque région, doit maintenant prendre une décision.

Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes »

George W. Bush, le 20 septembre 2001.

Depuis de nombreuses années en France, la remise en cause des explications officielles sur les attentats du 11 septembre 2001 est devenue un sujet tabou et assure à celui qui l'aborde de se faire cataloguer à l'extrême droite tant l'accusation, ajoutée à celle d'antisémitisme, a régulièrement servi dans les médias à empêcher un réel débat d'avoir lieu. Ce genre de cliché vient de valoir à René Balme, maire de Grigny et membre du Parti de gauche, de se faire traiter de conspirationniste rouge-brun dans une poussée de maccarthysme de Rue89 à la veille des élections législatives. Outre son déroulement, c'est la place de cet événement dans la politique néolibérale dont l'analyse a été évacuée par ce chantage. Le film *The Crisis of Civilization* de l'activiste britannique Dean Puckett vient donc donner de l'altitude à ce débat en replaçant la guerre au terrorisme dans son contexte global, au milieu des différentes crises générées par le capitalisme néolibéral, qu'elles soient énergétiques, écologiques ou économiques.

La juste part des choses

« Je ne sais pas si je peux supporter d'assister à une autre audition [de la Commission du 11/9] qui ne va pas au cœur du sujet. Mais si nous n'y allons pas, qui regarde ? »

Mindy Kleinberg, veuve d'Alan Kleinberg décédé dans la tour Nord du World Trade Center le 11 septembre 2001.

Il est très difficile de parler du 11 Septembre. Chaque fois que l'on aborde le sujet pour la première fois avec quelqu'un, on se demande pour qui on va passer. On s'en abstient souvent d'ailleurs. Et si on est rapidement rangé dans la case conspirationniste à laquelle on peut s'habituer à contrecœur avec le temps, il est en revanche plus dérangeant de passer pour un militant d'extrême droite ou un antisémite. Certes, on peut considérer qu'une certaine partie de ceux qui contestent la version officielle du 11 Septembre mérite le qualificatif de conspirationniste ; il s'agit en général de personnes qui ont rarement fait plus d'efforts à comprendre le sujet que la plupart des journalistes ou qui sont plongées comme eux dans leurs convictions malgré tout ce qui s'y oppose. Si d'ailleurs certains aspects controversés restent encore sujets à débat, les différents partis pris exprimés relèvent plus souvent d'une croyance personnelle que d'une réelle capacité d'analyse.

Cela dit, il existe des faits indéniables qui posent des questions significatives sur ce qui s'est passé le 11 Septembre et sur la commission chargée de l'expliquer. Le documentaire *9/11 : Press for Truth* qui donne principalement la parole aux familles de victimes en fournit un bon aperçu [1]. Ce sont elles qui se sont battues pour obtenir une commission d'enquête, et ce sont également elles qui ont été les premières à dénoncer le rapport final [2]. On y découvre également Paul Thompson, un informaticien de San José, dont le travail participatif initié sur le site *History Commons*(*) constitue à ce jour la base d'information thématique et chronologique la plus complète sur le 11 Septembre [3]. Cette chronologie du 11 Septembre (*9/11 Timeline*) est une véritable bible pour tous ceux qui s'intéressent vraiment au sujet. Le journaliste d'investigation américain Peter Lance, primé par cinq Emmy Awards au long de sa carrière, déclara même dans son livre *Cover Up* qu' « avec quasiment aucun budget et un simple accès à l'Internet, Thompson a réalisé ce que la Commission du 11/9 a été incapable de faire, achever l'intention du Congrès de "rendre un compte-rendu complet des circonstances entourant les attaques" » [4]. Noam Chomsky, bien que ne militant pas pour une nouvelle enquête, se dit également insatisfait des

conclusions de l'enquête « parce que ce sont les conclusions d'une commission gouvernementale. Prenez n'importe quelle commission gouvernementale sur n'importe quel sujet, elle ne dira tout simplement jamais la vérité », affirme-t-il[5]. Ces différentes personnalités, tout comme les proches de victimes insatisfaites du rapport d'enquête, n'ont évidemment rien à voir avec l'extrême droite ou l'antisémitisme. Pourtant, en dépit de ce simple constat nourri par l'évidence des faits, certains journalistes et intellectuels français avaient fermement décidé d'empêcher une discussion raisonnable d'avoir lieu.

Les maîtres chanteurs

« Ce sont des purs criminels ! Ce sont évidemment des purs paranoïaques, c'est tout ce qu'on veut, mais en attendant ce sont des criminels, car leurs idées ne sont pas neutres, elles ont un but. »

Philippe Val

Posté par .Rédaction le 01/07/2012

<http://www.reopen911.info/11-septembre/le-chantage-du-11-septembre/>

POUR LIRE LA SUITE CLIQUER SUR CE LIEN

https://groups.google.com/group/medias-mensonges-desinformation/browse_thread/thread/13754ea81f798053?hl=fr

2-2 [John Pilger](#) : [Il est temps que nous reconnaissons la criminalité du gouvernement de Blair](#).

Dans le théâtre kabuki de la politique parlementaire britannique, les grands crimes ne sont pas commis et les criminels courent en liberté. Il s'agit bien de théâtre après tout ; ce sont les pirouettes qui comptent, et non pas des actions décidées en déconnexion, à la fois géographique et culturelle, avec leurs conséquences. C'est un dispositif sécurisé, protégé aussi bien par les acteurs que par la critique. Le discours d'adieu de l'un des plus malins de ces gens, Tony Blair, « était profondément imprégné d'un sens de conviction morale », s'épanchait alors le présentateur de télévision Jon Snow, comme si le charme que Blair exerçait aux adeptes du kabuki était mystique. Le fait qu'il était un criminel de guerre n'était en rien pertinent.

La manière dont on a étouffé les crimes de Blair et de ses administrations est décrite dans un livre de Gareth Peirce intitulé *Dispatches from the Dark Side : on torture and the death of justice*, publié en version de poche ce mois-ci par les éditions Verso. Peirce est l'avocate des droits de l'Homme la plus distinguée de Grande-Bretagne ; sa poursuite de dénis de justice infâmes et sa recherche de justice pour les victimes de crimes gouvernementaux, tels que la torture et l'extradition, restent inégalées. Son compte-rendu de ce qu'elle appelle le « pandémonium moral et légal » au lendemain du 11 septembre, est exceptionnel dans le sens où, en s'appuyant sur les mémoires de Blair et Alistair Campbell, des procès-verbaux du Cabinet et des dossiers du MI6, elle leur applique la règle de droit.

Des avocats de la trempe de Peirce, Phil Shiner et Clive Stafford-Smith ont permis que la mise en accusation de puissances dominantes ne soit plus un tabou. Ainsi Israël, l'homme de main des États-Unis, est maintenant largement reconnu comme l'État le moins respectueux du droit au monde. Des personnes comme Donald Rumsfeld, à l'instar de George W. Bush et Blair, évitent dorénavant les pays, au-delà des frontières, où la loi règne.

Étalant ses sinécures de « pacification » et de « développement » qui lui permettent d'ajouter à la fortune accumulée depuis son départ de Downing Street, Blair voyage en avion ici et là, tel une pie, avec pour

destinations habituelles les cheikhats du Golfe, les Etats-Unis, Israël et des havres de sécurité comme la petite nation africaine du Rwanda. Depuis 2007, Blair a rendu sept visites dans ce pays, où il a accès à un jet privé fourni par le président Paul Kagame. Le régime de Kagame, dont les opposants ont été réduits au silence brutalement au moyen de fausses accusations, est « innovant » et un « leader » en Afrique, selon Blair.

Le livre de Peirce accomplit l'impossible avec Blair : il arrive à choquer. Quand elle remonte aux sources « des thèses injustifiables, de la belligérance débridée, de la falsification et d'un irrespect délibéré des lois » qui ont mené aux invasions de l'Afghanistan et de l'Irak, elle identifie l'offensive de Blair sur les musulmans comme étant à la fois criminelle et raciste. « Il fallait neutraliser par tous les moyens possibles, et de manière définitive, toute personne suspectée de tenir des opinions [islamistes]... dans le langage de Blair, un « virus » devant être « éliminé » et nous poussant à « une myriade d'interventions vigoureuses dans les affaires d'autres nations [sic] ». » Des communautés entières ont été réduites à des « taches de couleur » constellant un tableau sur lequel le Napoléon du parti travailliste s'attèlerait à « la réorganisation du monde ».

Le concept même de guerre a été détourné de son sens véritable pour devenir la logique de « nos valeurs contre les leurs ». Les réels coupables des attaques du 11 septembre, pour la plupart des Saoudiens entraînés à piloter en Amérique, ont été oubliés en cours de route. Tant s'en faut, les « taches de couleur » se sont révélées provenir du sang d'innocents – d'abord en Afghanistan, pays des pauvres entre les pauvres. Il n'y avait pas d'Afghans parmi les membres d'Al-Qaïda ; au contraire, on pouvait noter un ressentiment mutuel entre les uns et les autres. Mais cela n'importait pas. Une fois les bombardements commencés le 7 octobre 2001, des dizaines de milliers d'Afghans ont été châtiés par la famine au moment où le Programme alimentaire mondial retirait son aide à l'aube de l'hiver. Dans un village dévasté, Bibi Mahru, j'ai été témoin des conséquences d'une bombe de « précision » Mk82 : l'oblitération de deux familles, dont huit enfants. « Tony Blair, » a écrit Alistair Campbell, « a dit qu'ils devaient être conscients que nous les ferions souffrir s'ils ne nous présentaient pas Oussama Ben Laden. »

Le personnage grotesque d'Alastair Campbell était déjà à l'œuvre en train de concocter une autre menace en Irak. La guerre qui a suivi « a donné jusqu'à » entre 800 000 et 1.3 millions de morts, d'après le Centre d'Etudes Internationales du MIT^[i] : des chiffres qui dépassent les estimations de l'Université de Fordham pour le nombre de victimes du génocide au Rwanda.

Et pourtant, écrit Peirce, « les fils de courriers électroniques, de communiqués internes du gouvernement ne révèlent aucune dissension ». Des séances d'interrogations qui comportaient de la torture venaient d'« instructions expresses... de ministres du gouvernement ». Le 10 janvier 2002, le ministre des affaires étrangères Jack Straw a contacté par courrier électronique ses collègues leur informant que l'envoi de citoyens britanniques au camp de Guantanamo représentait « le meilleur moyen d'atteindre nos objectifs de contre-terrorisme ». Il a rejeté « l'unique alternative du rapatriement au Royaume-Uni ». (Plus tard nommé « Secrétaire d'État à la Justice », Straw s'est débarrassé de procès-verbaux incriminants du Cabinet au mépris de l'avis du commissaire à l'information^[ii]). Le 6 février 2002, le ministre de l'Intérieur David Blunkett a fait remarquer qu'il ne montrait « aucun empressement à voir qui que ce soit retourner [de Guantanamo] au Royaume-Uni ». Trois jours plus tard, le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères Ben Bradshaw a écrit : « Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour éviter que les détenus soient rapatriés au Royaume-Uni. » Or pas une seule des personnes en question dans leurs

propos n'avait été accusée ; la plupart avaient été vendues en tant que primes aux Américains par des chefs de guerre afghans. Peirce décrit encore comment des officiels du ministère des Affaires étrangères, antérieurement à une inspection du camp de Guantanamo, ont « vérifié » que les prisonniers britanniques étaient "traités humainement" alors que c'était tout le contraire.

Noyé dans ses mésaventures et ses mensonges, à l'écoute uniquement des berceuses de son dirigeant sur sa "sincérité", le gouvernement travailliste n'a consulté personne qui dise la vérité. Peirce cite l'une des sources les plus sûres, le *Conflicts Forum*, un site tenu par l'ex-officier des services de renseignement britanniques Alastair Crooke, qui considère qu'« isoler et diaboliser des groupes [islamiques] qui jouissent de soutien sur le terrain y a pour effet de renforcer le point de vue selon lequel l'Occident comprend seulement le langage de la puissance militaire ». En niant délibérément cette vérité, Blair, Campbell et leurs perroquets ont semé les graines des attaques du 7 juillet à Londres.

Aujourd'hui, un autre Afghanistan et un autre Irak s'annoncent en Syrie et en Iran, peut-être même une guerre mondiale. Une fois encore, il se trouve des voix, comme celle d'Alastair Crooke, pour tenter d'expliquer à des médias assoiffés d'« intervention » en Syrie que la situation de guerre civile dans ce pays requière des négociations intelligentes et patientes, et non les provocations du SAS britannique et des habitués exilés soudoyés qui montent dans le cheval de Troie anglo-américain.

Source originale : [John Pilger](#)

Traduit de l'anglais par T.K. pour Investig'Action

Source : michelcollon.info

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

3-1 Lorraine Millot Polémiques autour du procès du 11 Septembre.

Récit

La décision de juger les accusés à Guantánamo devant une cour militaire risque de créer «une justice de second ordre».

Par Lorraine Millot Correspondante à Washington.

Une loterie sera organisée pour sélectionner les victimes qui assisteront au procès du 11 Septembre à Guantánamo.

Les moins chanceux pourront aussi suivre le procès retransmis sur écrans dans des bases militaires...

«**Terrible erreur**». Ce seul détail révèle bien le gâchis qui s'annonce avec la décision prise la semaine dernière de renvoyer le procès des principaux accusés du 11 Septembre devant un tribunal militaire sur la base-prison de Guantánamo.

Le procès des plus terribles attentats jamais commis sur le sol américain se déroulera au loin, sur un territoire contesté (Cuba n'accepte pas la présence de cette base américaine sur l'île), devant un tribunal d'exception, après avoir torturé ou soumis les accusés à des traitements dégradants.

Le tout, pour aboutir sans doute à une peine capitale : les cinq accusés encourent en effet la peine de mort.

Ce sera une justice de «*second ordre*», s'indignent les juristes de l'American Civil Liberties Union (ACLU), qui défendent l'Etat de droit outre-Atlantique et dénoncent là une «*terrible erreur de Barack Obama*». «*Les Etats-Unis seront en procès*» en même temps que les accusés pour les traitements infligés aux détenus, prévient Andrea Prasow, experte en contre-terrorisme pour l'ONG HumanRights Watch.

Les procès du 11 Septembre sont «*trop importants pour être tenus devant un système biaisé de commission militaire*», lançait... Barack Obama lui-même en février 2008, tandis qu'il n'était encore que candidat à la Maison Blanche. Un an après son élection à la présidence, en novembre 2009, le département de la Justice annonce que Khaled Cheikh Mohammed, architecte supposé des attentats, et ses quatre complices présumés, Ramzi ben al-Chaïba, Ali Abd al-Aziz Ali, Wallid ben Attash et Moustapha al-Houssaoui, seront plutôt jugés devant un tribunal fédéral civil à New York. Mais Barack Obama avait signalé qu'il ne «*chercherait pas la controverse en défendant ses positions sur Guantánamo*», attaque l'avocat David Remes, qui représente plusieurs détenus à Gitmo, le surnom donné à la base.

Sitôt annoncé que les «*terroristes du 11 Septembre*» seraient jugés à New York, les élus locaux s'étaient indignés du «*danger*» (dixit Rudy Giuliani, l'ancien maire de la ville) que ce procès ferait courir aux habitants ou du «*mépris flagrant*» pour les souffrances déjà endurées (selon Marty Golden, un sénateur local et ancien policier du NYPD). «*C'est très douloureux*», plaidait le gouverneur démocrate de l'Etat de New York, David Paterson : «*Nous n'avons pas encore été capables de reconstruire le site, et avoir ces terroristes jugés si près du lieu de l'attaque sera un fardeau pour tous les New-Yorkais.*» D'abord favorable au procès, le maire de la ville, Michael Bloomberg, s'est aussi ravisé, estimant qu'il coûterait «*un milliard de dollars*» et priant le gouvernement de trouver un autre site.

Surfant sur l'émotion, en décembre 2010, le Congrès a rendu impossible ce procès à New York, en interdisant de facto le transfert de tout prisonnier de Guantánamo vers le sol américain, même pour y être jugé. L'administration Obama peut ainsi arguer aujourd'hui qu'elle n'a guère le choix que de renvoyer les «*Gitmo 5*» en commission militaire, par la faute du Congrès. «*Mais ils ont eu tout de même un acte d'accusation à New York pendant douze mois, rappelle Andrea Prasow. Si l'administration Obama avait vraiment voulu un procès civil, elle aurait pu alors faire avancer les choses. Mais elle a cédé pour des raisons politiques. Les hommes politiques font croire que la seule présence de ces accusés à New York serait un danger. Ce qui n'est pas vrai. Ahmed Ghailani [un autre détenu de Guantánamo, condamné à la prison à vie en janvier pour les attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998, ndlr] a été transféré et jugé à New York sans qu'il y ait de nouveaux attentats pour autant.*»

«**Portes de l'enfer**». Tandis que les défenseurs de l'Etat de droit s'indignent de cette occasion ratée, les quelques sondages menés sur la question suggèrent pourtant qu'une majorité d'Américains est plutôt favorable à un procès militaire, loin de chez eux. Le tabloïd new-yorkais *Daily News* a bien résumé cet état d'esprit dans un éditorial récent : «*En réalité, KCM [Khaled Cheikh Mohammed, ndlr] aurait déjà dû être envoyé de l'autre côté des portes de l'enfer par injection mortelle*», écrit le journal, estimant qu'un tribunal militaire sera tout à fait adapté pour «*ces combattants sans uniforme*».

Les partisans d'une justice expéditive et implacable pour les «terroristes du 11 Septembre» risquent pourtant d'être déçus aussi, car la procédure militaire prendra encore de longues années.

Après la lecture de l'acte d'accusation, qui doit maintenant intervenir dans les trente jours, le procès des cinq accusés ne démarrera sans doute pas avant «deux ou trois ans», estime Andrea Prasow, le temps nécessaire pour préparer un procès d'une telle ampleur. «Avec ensuite les possibilités d'appel, il faudra encore compter cinq, six ou sept ans avant d'arriver à un verdict final», calcule cette experte. Qu'attendre alors de ce procès ? «Une sensation médiatique, de la gesticulation politique et l'ennui du public», résume l'avocat David Remes.

Lorraine Millot (Correspondante à Washington)

http://www.liberation.fr:80/monde/2012/04/09/polemiques-autour-du-proces-du-11-septembre_810575?xtor=EPR-450206

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

5-1 Le candidat Mélenchon remet en cause la version officielle sur le 11 Septembre !

Le 5 avril 2012 ·

Dans un discours du 30 mars 2012 devant le Cercle Républicain le candidat Jean-Luc Mélenchon a remis en cause la version officielle sur le 11 Septembre. De manière subtile, mais claire. Voir la minute 34 (et suivantes).

« Nous voici donc entraînés et bientôt liés à toutes les aventures militaires qui résulteront de la crise d'hégémonie des Etats-Unis d'Amérique que j'ai d'abord décrite il y a un instant. Là se trouvent des dangers supérieurs à ceux qui résultent des autres situations de conflit que je ne méconnais pas, mais qui seront toutes revisitées sous cet angle par la puissance dominante.

Personne ne pourra jamais expliquer ce que nous sommes en train de faire en Afghanistan, à part défendre le passage d'un pipeline qui d'ailleurs ne passera pas par là. Il n'y a aucun raison ni aucune possibilité de victoire militaire en Afghanistan. Tout le monde le sait depuis le début. Aussi longtemps que la compagnie UNOCAL a pu croire que les talibans lui faciliteraient le travail, les talibans étaient les bienvenus au Etats-Unis d'Amérique. Ils ont été reçus et choyés. Et on s'accommodait fort bien et de la charria et du voile. Lorsqu'une compagnie argentine s'est infiltrée dans le jeu, lorsque la Russie a commencé à avancer ses pattes, lorsque les Chinois se sont intéressés au transit du pétrole qui pourrait passer par là, tout d'un coup, la situation a changé.

Et à la faveur d'un drame, celui du 11-Septembre, on a justifié une intervention militaire dans un endroit qui n'avait certainement rien à voir avec la catastrophe à laquelle on prétendait répondre par légitime défense. Chacun se souvient de la fuite du Mollah Omar à Mobyette et les autres épisodes de cette « grande guerre » et des faits d'armes qui l'ont signalé avant que nous soyons embourbés dans une situation comparable à celle qu'ont connues toutes les invasions étrangères et les interventions

étrangères en Afghanistan, toutes sans exception, aussi longtemps qu'on remonte dans la mémoire humaine de l'histoire des civilisations et des grands empires. »

VIDEOS A VISIONNER EN CLIQUANT SUR CE LIEN

<http://lidiotduvillage.org/2012/04/05/le-candidat-melenchon-remet-en-cause-la-version-officielle-sur-le-11-septembre/>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19